MESSAGE N° 232 *8 novembre 2005*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur les agglomérations

Nous avons l'honneur de vous soumettre un message à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi sur les agglomérations (LAgg; RSF 140.2).

1. NÉCESSITÉ DE LA PRÉSENTE ADAPTATION LÉGISLATIVE

1.1 Etapes préparatoires de la mise en œuvre de la LAgg

La mise en œuvre de la LAgg a débuté, pour la région centre du canton, par la fixation du périmètre provisoire et l'institution de l'assemblée constitutive. Cet organe a pour mission de jeter les bases d'un concept directeur du développement au sens large de la région, au travers des statuts de la future agglomération. Chronologiquement, les étapes accomplies se présentent comme il suit:

19.09.1995	Adoption de la loi sur les agglomérations
01.01.1997	Entrée en vigueur de la LAgg
Printemps 1999	Dépôt des demandes d'initiative
04.07.2000	Fixation du périmètre provisoire par le Conseil d'Etat
28.03.2001	Jugement du Tribunal administratif déclarant irrecevables les recours interjetés par un groupe de citoyens contre la détermination du périmètre provisoire
30.01.2002	Première séance de l'assemblée constitutive
12.12.2002	Adoption par le Grand Conseil du décret relatif à l'aide financière aux travaux de l'assemblée constitutive de l'agglomération pour trois ans

1.2 Etat actuel des travaux de l'assemblée constitutive

L'assemblée constitutive a pour mission d'élaborer un projet de statuts, qui doit être soumis au Conseil d'Etat pour approbation dans les trois ans dès la fixation du périmètre provisoire, puis soumis au vote populaire et obtenir l'aval de la double majorité des citoyens votants et des communes. Les statuts doivent notamment fixer le périmètre définitif, les tâches de l'agglomération et le mode de financement de celles-ci.

L'assemblée constitutive a choisi de travailler en commissions – trois commissions, composées de membres de l'assemblée, ont été instituées – et de consulter les conseils communaux sur les résultats intermédiaires.

A ce jour, l'assemblée constitutive a pris des décisions de principe sur 7 domaines d'activité à confier à l'agglomération (séances du 30 octobre 2003 et du 20 janvier 2005). La commission des domaines d'activité a élaboré deux rapports intermédiaires sur les tâches. La commission financière a procédé à des analyses financières et a présenté un rapport intermédiaire sur les aspects financiers, rapport présenté aux communes et au public au printemps 2005. La commission des affaires juridiques a élaboré un projet de partie générale des statuts et a progressé dans la partie spéciale des statuts, relative aux tâches et au financement, sous réserve des résultats de la consultation sur ces volets auprès des communes.

1.3 Travaux relatifs au «projet d'agglomération» au sens de l'ARE

Parallèlement aux travaux liés à l'élaboration des statuts, l'assemblée constitutive a chargé la CUTAF, qui a accepté, d'engager les travaux préparatoires nécessaires en vue de l'élaboration d'un projet d'agglomération au sens de l'Office fédéral du développement territorial (ARE), projet exigé par la Confédération pour le financement des transports d'agglomération, dont les bases légales fédérales sont actuellement en cours d'élaboration.

Sur le plan cantonal, cet instrument (appelé «projet d'agglomération») est considéré comme un plan directeur régional et la procédure y relative est suivie. Quant à la structure juridique appelée en fin de compte à adopter le projet, ce sera soit l'agglomération, soit une association de communes, selon l'évolution future des travaux.

Le projet d'agglomération au sens de l'ARE est donc régi tant par les exigences imposées et/ou annoncées par la Confédération que par celles qui sont liées à la procédure du plan directeur régional selon le droit cantonal.

L'assemblée constitutive est la mandante de ces travaux et, comme leur contenu rentre dans le cadre de ses tâches prévisibles futures, les travaux relatifs au projet d'agglomération sont financés par les mêmes subventions que les travaux d'élaboration des statuts de l'agglomération.

1.4 Le délai légal pour l'élaboration des statuts

Le délai de trois ans pour l'élaboration des statuts est échu à fin janvier 2005. Le Bureau a dès lors sollicité du Conseil d'Etat une prolongation de ce délai, ce qui nécessitait une révision partielle de la loi sur les agglomérations, objet du présent message.

D'un point de vue strictement juridique, on peut estimer que le délai légal est déjà échu le 28 mars 2004, si on fait courir le délai à partir du jugement du Tribunal administratif sur le périmètre provisoire. Toutefois, pour des motifs pragmatiques, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts a estimé qu'il se justifiait de faire courir ce délai à partir du début effectif des travaux, ce qu'elle a communiqué à l'assemblée constitutive. Le Conseil d'Etat se rallie à cette interprétation.

Lors d'une entrevue qui eut lieu entre une délégation du Conseil d'Etat et une délégation du Bureau de l'assemblée constitutive, le 13 mai 2005, la solution suivante fut esquissée: la LAgg pourrait être modifiée dans le sens que le Conseil d'Etat pourrait recevoir la compétence de prolonger le délai légal. Une prolongation de deux ans serait envisagée (voir cependant commentaire de l'article 2 de la loi modificatrice). Parallèlement, il conviendrait de régler la situation des délégués, vu les échéances électorales de 2006 (renouvellement intégral des autorités communales) (voir ch. 2 à ce sujet). Enfin, la prolongation du décret sur le financement des travaux devrait également être examinée (voir ch. 3 ci-dessous).

Ces demandes ont été confirmées par une lettre du Bureau de l'assemblée constitutive du 28 mai 2005 adressée au Conseil d'Etat.

2. L'ORGANE DE NOMINATION DES DÉLÉGUÉS DES COMMUNES AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE ET LA DURÉE DE VALIDITÉ DE LEUR MANDAT

Les délégués des communes au sein de l'assemblée constitutive sont élus par l'organe législatif communal, un délégué étant désigné par le conseil communal (art. 4 al. 2 LAgg). Selon ces règles, toutes les communes du périmètre provisoire ont droit à trois délégués au moins. Parmi les délégués de la commune, seul un membre est désigné directement par le conseil communal. On a pu observer par le passé que les échanges entre les conseils communaux et leurs délégués ne fonctionnaient pas de façon optimale, car les options envisagées par les seconds n'ont pas toujours été appuyées par les premiers dans les phases ultérieures des travaux. Or, l'adhésion des conseils communaux paraît essentielle pour la réussite du projet. Il se justifie dès lors de désigner deux délégués par le conseil communal, non pas un seul, le ou les délégués supplémentaires étant comme par le passé élus par le législatif.

La loi ne précise pas si le mandat de délégué prend fin à la fin de la période administrative communale ou s'il peut aller au-delà dans la mesure où le délai de trois ans prévu pour l'élaboration des statuts venait à échéance au cours de la période administrative suivante.

Le règlement de l'assemblée constitutive ne prévoit pas non plus de règle à ce sujet. La question ne se pose en effet seulement dans l'hypothèse où les travaux ne peuvent pas être achevés avant la fin de la présente période administrative, ce qui risque d'être le cas, selon les informations reçues de la part de l'assemblée constitutive au mois de mai de cette année. Il convient donc de régler la question.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les délégués doivent être les représentants légitimes des communes. Etant donné que les autorités communales seront renouvelées au printemps 2006, le maintien pur et simple des anciens délégués ne se justifie pas quand, bien même cette solution aurait l'avantage de la continuité et du suivi. Un renouvellement de leur mandat semble s'imposer. La LAgg serait donc également complétée sur ce point. Ainsi, si les travaux de l'assemblée constitutive portent sur une nouvelle période administrative, les autorités communales doivent renouveler leur délégation au sein de l'assemblée constitutive, comme c'est d'ailleurs aussi les cas pour les commissions communales et les délégués au sein des associations de communes. Les délégués en place peuvent bien sûr être réélus. Enfin, comme c'est prévu dans la révision partielle de la loi sur les communes, actuellement en préparation, les délégués en fonction restent en place jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

3. INCIDENCES FINANCIÈRES DU PROJET

Le Conseil d'Etat tient à préciser que le présent projet n'entraîne pas de nouvelles charges financières. En revanche, la poursuite du subventionnement des travaux de l'assemblée constitutive fait l'objet d'un message séparé, accompagnant le projet de décret portant prolongation du décret actuel (RSF 140.3) et qui consisterait à allouer à l'assemblée constitutive un subventionnement supplémentaire d'au maximum 200 000 francs (subvention limitée à 100 000 francs pour deux années supplémentaires).

4. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT–COMMUNES

Le présent projet n'a aucune influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

5. CONSTITUTIONNALITÉ, CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ DU PROJET

Le présent projet de loi est conforme aux constitutions fédérale et cantonale. Il ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen.

6. RÉFÉRENDUMS LÉGISLATIF ET FINANCIER

La présente loi est soumise au referendum législatif (facultatif).

Elle n'est en revanche pas soumise au referendum financier, même facultatif.

7. COMMENTAIRE DU PROJET

Art. 4 al. 2 et 3 (nouveau)

Cette modification entend renforcer les liens entre les conseils communaux et l'assemblée constitutive (al. 2). Le nouvel alinéa 3 permet de solutionner le problème qui survient lorsque les travaux d'une assemblée constitutive ne peuvent pas être achevés durant la même période administrative. Ainsi, si les travaux de l'assemblée constitutive se poursuivent au-delà de la période administrative, les autorités communales doivent également renouveler leurs délégations, comme c'est d'ailleurs aussi le cas pour les commissions communales et les délégués au sein des associations de communes. Les délégués en place peuvent être réélus. Comme c'est prévu dans la révision partielle de la loi sur les communes, actuellement en préparation, les délégués en fonction restent en place jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

Art. 10 al. 1, 2e phr. (nouvelle), et al. 1bis (nouveau)

La présente modification consiste à accorder au Conseil d'Etat la compétence de prolonger le délai légal de trois ans au maximum. En l'état, le Conseil d'Etat envisage une prolongation de ce délai jusqu'au 31 décembre 2007, ce qui correspondrait à la nouvelle durée de validité du décret sur le financement des travaux (voir message séparé).

Art. 2 de la loi modificatrice

La compétence du Conseil d'Etat introduite par la nouvelle visant en fait la prolongation d'un délai qui a déjà expiré, cette prolongation aura inévitablement un effet rétroactif. Il y a donc lieu de prévoir une base légale à cet effet.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi consistant à réviser partiellement la loi sur les agglomérations.

BOTSCHAFT Nr. 232 *8. November 2005*
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Agglomerationen

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zu einem Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Agglomerationen (AggG; SGF 140.2).

1. NOTWENDIGKEIT DIESER GESETZESANPASSUNG

1.1 Vorbereitende Etappen für die Umsetzung des AggG

Die Umsetzung des AggG begann für die Zentrumsregion des Kantons mit der Festlegung des provisorischen Perimeters und der Einsetzung der konstituierenden Versammlung. Dieses Organ hat den Auftrag, durch die Statuten der künftigen Agglomeration das Fundament zu schaffen für ein Leitkonzept für die regionale Entwicklung im weiteren Sinne:

19.09.1995	Erlass des Gesetzes über die Agglomerationen
01.01.1997	Inkrafttreten des AggG
Frühling 1999	Einreichen von Initiativbegehren
04.07.2000	Festlegung des provisorischen Perimeters durch den Staatsrat
28.03.2001	Nichteintretensentscheid des Verwaltungsgerichts zu den von einer Gruppe von Bürgern gegen die Festlegung des provisorischen Perimeters eingereichten Beschwerden
30.01.2002	Erste Sitzung der konstituierenden Versammlung
12.12.2002	Erlass des Dekrets über eine Finanzhilfe des Staats für die Arbeiten der konstituierenden Versammlung der Agglomeration Freiburg während drei Jahren durch den Grossen Rat

1.2 Gegenwärtiger Stand der Arbeiten der konstituierenden Versammlung

Die konstituierende Versammlung hat den Auftrag, einen Statutenentwurf auszuarbeiten, der dem Staatsrat innerhalb von drei Jahren seit der Festlegung des provisorischen Perimeters zur Genehmigung vorgelegt und anschliessend der Stimmbevölkerung unterbreitet werden muss. Zur Annahme des Entwurfs ist das Doppelte Mehr der Stimmenden und der Gemeinden nötig. In den Statuten müssen namentlich der endgültige Perimeter, die Aufgaben der Agglomeration und die Art und Weise der Finanzierung dieser Aufgaben festgelegt werden.

Die konstituierende Versammlung hat beschlossen, in Kommissionen zu arbeiten und die Zwischenergebnisse den Gemeinderäten zur Stellungnahme vorzulegen. Es wurden drei Kommissionen eingesetzt, die sich aus Mitgliedern der konstituierenden Versammlung zusammensetzen.

Bis heute hat die konstituierende Versammlung Grundsatzentscheide zu 7 Aufgabenbereichen, die der Agglomeration übertragen werden sollen, gefällt (Sitzungen vom 30. Oktober 2003 und vom 20. Januar 2005). Die Kommission für die Aufgabenbereiche der Agglomeration hat zwei Zwischenberichte über die Aufgaben ausgearbeitet. Die Finanzkommission hat Finanzanalysen vorgenommen und einen Zwischenbericht über die finanziellen Aspekte vorgelegt. Dieser Zwischenbericht wurde den Gemeinden und der Bevölkerung im Frühling 2005 präsentiert. Die Kommission für Rechtsfragen hat einen Entwurf des allgemeinen Teils der Statuten ausgearbeitet. Der besondere Teil der Statuten, in dem es um die Aufgaben und die Finanzierung geht, ist in Arbeit, wobei die Ergebnisse der Vernehmlassung der beiden Teile bei den Gemeinden abgewartet werden mussten.

1.3 Arbeiten zum «Agglomerationsprogramm» im Sinne des ARE

Parallel zur Ausarbeitung der Statuten hat die konstituierende Versammlung die CUTAF damit beauftragt, die Vorbereitung für die Ausarbeitung eines Agglomerationsprogramms im Sinne des Bundesamts für Raumentwicklung (ARE) in Angriff zu nehmen. Dieses Programm wird vom Bund für die Finanzierung des Agglomerationsverkehrs verlangt. Die gesetzlichen Grundlagen auf Bundesebene sind gegenwärtig in Arbeit.

Auf kantonaler Ebene wird das «Agglomerationsprogramm» als regionaler Richtplan betrachtet und es wird nach dem entsprechenden Verfahren vorgegangen. Die rechtliche Struktur, die das Programm verabschieden wird, wird entweder die Agglomeration oder ein Gemeindeverband sein, je nach dem, wie sich die Arbeiten entwickeln.

Das Agglomerationsprogramm im Sinne des ARE muss sich somit sowohl nach den vom Bund vorgeschriebenen und/oder angekündigten Auflagen als auch jenen im Zusammenhang mit dem Verfahren des regionalen Richtplans nach kantonalem Recht richten.

Die konstituierende Versammlung ist die Auftraggeberin für diese Arbeiten und da sie inhaltlich in den Rahmen ihrer voraussichtlichen zukünftigen Aufgaben fallen, werden die Arbeiten im Zusammenhang mit dem Agglomerationsprogramm mit den gleichen Subventionen finanziert, wie die Arbeiten zu den Statuten der Agglomeration.

1.4 Die gesetzliche Frist für die Ausarbeitung der Statuten

Die dreijährige Frist für die Ausarbeitung der Statuten ist Ende Januar 2005 abgelaufen. Das Büro hat den Staatsrat daher um eine Verlängerung dieser Frist ersucht, was eine Teilrevision des Gesetzes über die Agglomerationen nötig machte, worum es in dieser Botschaft geht.

Streng rechtlich betrachtet, könnte man davon ausgehen, dass die gesetzliche Frist bereits am 28. März 2004 abgelaufen ist, wenn man ab dem Datum des Urteils des Verwaltungsgerichts über den provisorischen Perimeter rechnet. Aus pragmatischen Gründen war die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft jedoch der Ansicht, dass es gerechtfertig ist, den Beginn der Frist auf den tatsächlichen Beginn der Arbeiten festzulegen, was sie der konstituierenden Versammlung mitteilte. Der Staatsrat schliesst sich dieser Auslegung an.

Bei einer Unterredung am 13. Mai 2005 zwischen einer Delegation des Staatsrats und einer Delegation des Büros der konstituierenden Versammlung zeichnete sich folgende Lösung ab: Das AggG könnte dahingehend geändert werden, dass dem Staatsrat die Zuständigkeit übertragen würde, die gesetzliche Frist zu verlängern. Eine Verlängerung um zwei Jahre wäre in Betracht zu ziehen (siehe auch Kommentar zu Artikel 2 des Gesetzesänderungsentwurfs). Gleichzeitig sollte die Situation der Vertreter im Hinblick auf die Wahlen 2006 (Gesamterneuerung der Gemeindebehörden) geregelt werden (siehe dazu Ziff. 2). Eine Verlängerung des Dekrets über die Finanzierung der Arbeiten sollte ebenfalls geprüft werden (siehe Ziff. 3).

Diese Gesuche wurden am 28. Mai 2005 vom Büro der konstituierenden Versammlung mit einem Schreiben an den Staatsrat bestätigt.

2. WAHLORGAN DER VERTRETER DER GEMEINDE IN DER KONSTITUIERENDEN VERSAMMLUNG UND GÜLTIGKEITSDAUER IHRES MANDATS

Die Vertreter der Gemeinde in der konstituierenden Versammlung werden von der Gemeindelegislative gewählt und ein Vertreter wird vom Gemeinderat ernannt (Art. 4 Abs. 2 AggG). Gemäss diesen Bestimmungen haben alle Gemeinden des provisorischen Perimeters Anspruch auf mindestens drei Vertreter. Von den Vertretern der Gemeinde wird nur ein Mitglied direkt vom Gemeinderat bestimmt. In der Vergangenheit konnte man feststellen, dass der Austausch zwischen den Gemeinderäten und ihren Vertretern nicht optimal funktionierte, da die Richtungsentscheide der Gemeinderäte von den Vertretern in späteren Phasen der Arbeiten nicht immer umgesetzt wurden. Die Zustimmung des Gemeindrats scheint für das Gelingen des Projekts jedoch unabdingbar. Es ist daher gerechtfertigt, dass der Gemeinderat nicht nur einen, sondern zwei Vertreter bezeichnet und die zusätzlichen Vertreter wie bisher von der Legislative gewählt werden.

Im Gesetz ist nicht erläutert, ob das Mandat des Vertreters mit dem Ende der Amtsperiode endet oder ob es darüber hinausgehen kann, wenn die für die Ausarbeitung der Statuten vorgesehene Frist in der folgenden Amtsperiode abläuft.

Auch das Reglement der konstituierenden Versammlung enthält keine Regelung dazu. Die Frage stellt sich tatsächlich auch nur für den Fall, dass die Arbeiten nicht vor Ende der laufenden Amtsperiode abgeschlossen werden können. Diese Situation dürfte gemäss den Informationen vonseiten der konstituierenden Versammlung im Mai dieses Jahres jedoch eintreffen. Die Frage sollte daher geregelt werden.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die Vertreter die legitimen Repräsentanten der Gemeinden sein sollten. In Anbetracht dessen, dass die Gemeindebehörden im Frühling 2006 erneuert werden, lässt es sich nicht rechtfertigen, dass die bisherigen Vertreter einfach beibehalten werden, auch wenn diese Lösung den Vorteil der Kontinuität und der Dossierkenntnisse hätte. Eine Erneuerung ihres Mandats scheint sich hier aufzudrängen. Das AggG sollte daher auch in diesem Punkt vervollständigt werden. Wenn sich also die Arbeiten der konstituierenden Versammlung auf eine neue Amtsperiode erstrecken, müssen die Gemeindebehörden ihre Vertretung bei der konstituierenden Versammlung, wie dies übrigens auch für die Gemeindekommissionen und die Vertreter in den Gemeindeverbänden der Fall ist, erneuern. Selbstverständlich können die amtierenden Vertreter wiedergewählt werden. Die bisherigen Vertreter bleiben jedoch bis zum Amtsantritt ihrer Nachfolger im Amt, wie das auch in der Teilrevision des Gemeindegesetzes, die gegenwärtig in Vorbereitung ist, vorgesehen ist.

3. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN DES ENTWURFS

Der Staatsrat möchte darauf hinweisen, dass dieser Gesetzesentwurf keine zusätzlichen finanziellen Auswirkungen für den Staat nach sich zieht. In einer separaten Botschaft zum Dekretsentwurf über eine Verlängerung des geltenden Dekrets (SGF 140.3) wird jedoch die Weiterführung der Finanzhilfe behandelt, die einen zusätzlichen Beitrag von höchstens 200 000 Franken umfassen würde (auf 100 000 Franken beschränkter Beitrag für zwei zusätzliche Jahre).

4. AUSWIRKUNG DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN STAAT UND GEMEINDEN

Dieser Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

5. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND EUROKOMPATIBILITÄT DES ENTWURFS

Der vorliegende Entwurf entspricht der Verfassung des Kantons und des Bundes. Er weist keine Unvereinbarkeit mit dem europäischen Recht auf.

6. GESETZES- UND FINANZREFERENDUM

Dieses Gesetz untersteht dem (fakultativen) Gesetzesreferendum.

Dem Finanzreferendum, selbst dem fakultativen, untersteht es jedoch nicht.

7. KOMMENTAR

Art. 4 Abs. 2 und 3 (neu)

Mit dieser Änderung wird beabsichtigt, die Verbindung zwischen den Gemeinderäten und der konstituierenden Versammlung zu stärken (Abs. 2). Der neue Absatz 3 ermöglicht es, das Problem zu lösen, das sich ergibt, wenn die Arbeiten einer konstituierenden Versammlung nicht innerhalb einer Amtsperiode zu Ende geführt werden können. Wenn die Arbeiten der konstituierenden Versammlung auch nach der Amtsperiode weitergeführt werden müssen, müssen die Gemeindebehörden ihre Vertretungen erneuern, wie sie dies im Übrigen auch für die Gemeindekommissionen und die Vertreter in den Gemeindeverbänden tun. Die amtierenden Vertreter können wiedergewählt werden. Wie dies in der Teilrevision des

Gemeindegesetzes, die gegenwärtig in Vorbereitung ist, vorgesehen ist, bleiben die bisherigen Vertreter bis zum Amtsantritt ihrer Nachfolger im Amt.

Art. 10 Abs. 1, 2. Satz (neu), und Abs. 1bis (neu)

Diese Änderung besteht darin, dem Staatsrat die Befugnis zu erteilen, die gesetzliche Frist um höchstens drei Jahre zu verlängern. Gegenwärtig sieht der Staatsrat eine Verlängerung dieser Frist bis am 31. Dezember 2007 vor, was der neuen Geltungsdauer des Dekrets über die Finanzierung der Arbeiten entsprechen würde (siehe separate Botschaft).

Art. 2 des Gesetzesänderungsentwurfs

Da dem Staatsrat mit der Gesetzesänderung die Kompetenz erteilt wird, eine Frist zu verlängern, die bereits abgelaufen ist, beinhaltet diese Verlängerung eine offensichtliche Rückwirkung. Es muss daher eine entsprechende Gesetzesgrundlage vorgesehen werden.

Wir beantragen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf über eine Teilrevision des Gesetzes über die Agglomerationen anzunehmen.

Projet du 08.11.2005

Loi

du

modifiant la loi sur les agglomérations

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 8 novembre 2005;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 19 septembre 1995 sur les agglomérations (LAgg; RSF 140.2) est modifiée comme il suit:

Art. 4 al. 2 et 3 (nouveau)

[2] Le conseil communal désigne deux délégués de la commune parmi ses membres. Le ou les autres délégués éventuels sont élus par l'assemblée communale ou le conseil général au scrutin de liste (art. 19 et 46 de la loi sur les communes, LCo).

[3] Le mandat des délégués est limité à la période administrative communale; si les travaux se poursuivent au-delà d'une période administrative, leur mandat doit être renouvelé. Les délégués restent en fonction jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs.

Art. 10 al. 1, 2e phr. (nouvelle), et al. 2
(al. 2: ne concerne que le texte français)

[1] (…). Il *[le Conseil d'Etat]* peut toutefois prolonger ce délai, mais de trois ans au maximum.

[2] Il soumet le projet de statuts au scrutin populaire, après avoir entendu les autorités des districts et des communes intéressées.

Entwurf vom 08.11.2005

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Agglomerationen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 8. November 2005;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 19. September 1995 über die Agglomerationen (AggG; SGF 140.2) wird wie folgt geändert:

Art. 4 Abs. 2 und 3 (neu)

[2] Der Gemeinderat ernennt zwei Vertreter der Gemeinde aus seiner Mitte. Der oder die übrigen Vertreter werden von der Gemeindeversammlung oder vom Generalrat durch Listenwahl gewählt (Art. 19 und 46 des Gesetzes über die Gemeinden, GG).

[3] Das Mandat der Vertreter beschränkt sich auf eine Amtsperiode der Gemeinde. Wenn die Arbeiten länger als eine Amtsperiode dauern, muss ihr Mandat erneuert werden. Die Vertreter bleiben bis zum Amtsantritt ihrer Nachfolger im Amt.

Art. 10 Abs. 1, 2. Satz (neu), und Abs. 2

[1] (…). Er *[der Staatsrat]* kann diese Frist verlängern, höchstens jedoch um 3 Jahre.

[2] *Betrifft nur den französischen Text.*

Art. 2

[1] Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

[2] La compétence qui lui est octroyée par l'article 10 al. 1, 2e phr., de la loi du 19 septembre 1995 sur les agglomérations comprend la faculté de prolonger, à titre rétroactif, un délai échu avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2

[1] Der Staatsrat bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes.

[2] Die Befugnis des Staatsrats nach Artikel 10 Abs. 1, 2. Satz, des Gesetzes vom 19. September 1995 über die Agglomerationen beinhaltet die Möglichkeit, eine vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes abgelaufene Frist rückwirkend zu verlängern.